

Bruxelles, le 3 juin 2009. Transparency International Belgium dévoile les résultats de son enquête auprès d'environ 550 candidats aux élections régionales en Belgique. Les mentalités semblent prêtes pour réaliser d'importantes avancées en matière de transparence publique lors de la nouvelle législature régionale.

La nouvelle législature régionale pourrait être l'opportunité d'avancées importantes en matière de transparence publique. C'est l'information principale qui ressort de l'enquête "Transparence et Politique" de l'organisation *Transparency International Belgium* à laquelle près de 550 candidats aux élections régionales de 2009 ont répondu. Plusieurs mesures ont été plébiscitées.

Les candidats veulent légiférer pour aller plus loin en matière de contrôle du cumul des mandats (84%). Une minorité, mais bien représentée au sein de certains partis, souhaite néanmoins que cette question soit confiée aux partis ou à la libre décision du mandataire.

Une écrasante majorité de candidats flamands (90%) et bruxellois (97%) souhaite que les revenus et avantages tirés des mandats publics fassent l'objet d'une déclaration, alors que dans ces régions il n'y a aujourd'hui aucune obligation à cet égard. La Wallonie servira-t-elle d'exemple ?

La déclaration des revenus et avantages liés aux mandats privés, rassemble quant à elle 75% d'opinions favorables, mais avec d'importantes disparités régionales, par parti et même au sein des partis. La question de savoir où s'arrête la vie privée d'un mandataire public reste donc toujours d'actualité.

En matière de déclaration de patrimoine : plus de la moitié des candidats sondés souhaiteraient voir la déclaration - qui aujourd'hui est obligatoire mais confidentielle pour beaucoup de mandataires - systématiquement vérifiée par une autorité indépendante, ou rendue publique.

Par rapport à une autre question qui alimente régulièrement le débat en période électorale, celle des candidats qui se présentent et qui, en fait, ne comptent pas siéger, seule une faible minorité des candidats (6%) pensent qu'il ne faut pas agir. 50% seraient prêts à imposer de siéger dans la dernière assemblée dans laquelle on a été élu et 9% à obliger les élus à démissionner de leurs mandats pour se présenter à des élections.

Enfin, l'écrasante majorité des candidats considère que les subventions et marchés publics manquent toujours de transparence, et qu'il est nécessaire de voir imposer par les pouvoirs publics aux entreprises privées qu'ils soutiennent, un code de déontologie encadrant certaines pratiques notamment concernant les rémunérations des dirigeants.

Les détails sur l'enquête et sur les résultats sont disponibles dès à présent sur www.transparencybelgium.be.

Contact :

Chantal Hébette-Van den Broeke

Président

TEL.: +32 477 42 31 12

info@transparencybelgium.be